

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLES de SAINT MARTIN**

1 chemin du désert  
86 350 Usson-Du-Poitou

Références : 2025\_1451\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007209135

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SABLES de SAINT MARTIN implanté Plant de Caillier – Les Barredies 16 350 Benest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLES de SAINT MARTIN
- Plant de Caillier – Les Barredies 16350 Benest
- Code AIOT : 0007209135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 4 mars 2013 autorise la société Sables de St Martin à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable sur la commune de Benest, aux lieux-dits « Plant de Caillier » et « Les Barredies », à l'est du bourg de Benest, pour une durée de 30 ans.

Cette carrière de sable en exploitation depuis 2016 fait partie du groupe IRIBARREN.

Les caractéristiques de cette carrière sont les suivantes :

— superficie : – totale : 8 ha 81 a 60 ça, – exploitable : 6 ha 70 a

— durée d'exploitation : 30 ans

— production moyenne autorisée 25 000 t/an, production maximale 45 000 t/an

Le sable est extrait par campagnes et transporté sur le site d'Ambernac où il est lavé. Ce sable a la qualité d'avoir un indice au bleu bas. Il est mélangé avec celui d'Ambernac.

Pour l'année 2024, la production a été de 37 400 t.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Dérogation espèces protégées

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.2 – 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 1.2
7	Zones à émergence réglementée	Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3.4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ayant modifié son phasage, il doit transmettre un dossier en fixant le principe et précisant les mesures concernées qui pourront conduire à modifier l'arrêté d'autorisation. Les mesures porteront à minima sur le plan d'exploitation et les garanties financières mis à jour en conséquence.

L'exploitant s'interrogeant sur les conditions de mise en œuvre des mesures liées à la dérogation

espèces protégées et envisageant éventuellement leur adaptation, il doit transmettre un dossier en conséquence précisant les mesures conservées, justifier celles dont l'adaptation est demandée et justifier que ces adaptations restent compatibles avec ladite dérogation. À défaut, il devra proposer de nouvelles mesures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>— les bords de la fouille ;</li> <li>— les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>— les zones remises en état ; – la position des ouvrages visés à l'article 2.9.2 ci-dessous et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. A la fin de chaque période quinquennale, ce plan lui est adressé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les plans de 2018 et de 2025 ont été transmis.</p> <p>Il manque les abords à 50 mètres et la parcelle B 210 n'est pas intégrée au périmètre bien qu'en en faisant partie depuis l'extension sollicitée par l'exploitant et autorisée par APC du 07/07/2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra un plan mis à jour comportant les abords à 50 mètres et intégrant la parcelle B210.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités particulières d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.6.2 Le décapage sera progressif à raison d'une campagne annuelle, au maximum sur 4 400 m <sup>2</sup> . L'exploitation du sable est menée en fouille sèche. La progression de l'extraction se fait du nord vers le sud. Le plan utile relatif à la description du phasage de l'exploitation est joint au présent arrêté. La hauteur maximale de front est de 10 m. 1 à 4 fronts sont en exploitation. L'épaisseur d'extraction maximale est de 30 m. La cote minimale NGF du fond de la carrière est de 138 m. En cas de présence d'espèces d'oiseaux cavernicoles remarquables, l'exploitant propose au Préfet les modalités particulières d'exploitation qu'il envisage de mettre en œuvre afin de garantir la protection de ces espèces.  Article 2.8.2 Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.
<b>Constats :</b> La cote de 138 m NGF est respectée : à ce jour la cote la plus basse se situe à 152 m NGF. L'exploitant indique que l'approfondissement sera réalisé progressivement dans le respect de la cote maximale. L'exploitant indique tenir compte de la présence d'oiseaux cavernicoles en zone nord qui accueille également les tas de terre végétale avec plantes messicoles et ne plus effectuer d'opérations sur les fronts nord qu'il a stabilisé. L'exploitant a indiqué avoir modifié son plan de phasage pour réaliser les travaux, ce qui l'a conduit en 2025 à procéder à un décapage sur la totalité de la surface située à l'est du chemin séparant les 2 parties du site, De ce fait, il a entamé les phases 3, 4 et 5. Il a convenu que cette modification aurait dû être portée à la connaissance de l'inspection et s'engage à le faire prochainement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant ayant modifié son phasage, il transmettra un dossier en fixant le principe et comportant à minima les documents actualisés suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan de phasage fixant le phasage effectif retenu. L'exploitant détaillera les motivations l'ayant conduit à choisir un déroulement d'exploitation différent. Il fera apparaître le cas échéant l'impact éventuel sur l'environnement. Il indiquera les modifications envisagées dans le cas où la limitation surfacique annuelle prévue initialement devait être dépassée à nouveau,</li><li>• le tableau récapitulatif des surfaces réellement décapées associé à un plan de localisation,</li><li>• le plan de gestion de déchets avec les quantités actualisées et la localisation des terres décapées,</li><li>• les garanties financières actualisées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aspect paysager, faune, flore
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les haies en bordure sont maintenues. Elles sont complétées par des plantations d'essences locales en limite sud-est. Un petit front vertical est maintenu côté nord du site pour accueillir le guêpier d'Europe. La suppression du vieux châtaignier mort du bosquet sud se fera en mars ou septembre – octobre de manière à éviter de perturber la nidification des oiseaux ou la reproduction de chiroptères. Les terres décapées sur les parties contenant des plantes messicoles sont stockées puis régaliées de manière à favoriser leur maintien sur site.
<b>Constats :</b>  Les haies en bordure de l'exploitation ont été maintenues. En revanche, elles n'ont pas été complétées par des plantations d'essences locales dans la portion en limite sud-est. Ce point avait déjà été signalé lors de l'inspection précédente du 07/11/2018 (remarque 2). L'exploitant indique que pour tenir compte de la présence d'oiseaux cavernicoles en zone nord, il veille à ne plus effectuer d'opérations sur les fronts nord qu'il a stabilisé. Le vieux châtaignier mort du bosquet sud a été supprimé par le propriétaire du bois Les terres décapées sur les parties contenant des plantes messicoles sont bien stockées en zone nord.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procédera aux plantations d'essences locales dans la portion en limite sud-est. Ce point devra être abordé conjointement avec les mesures associées listées dans l'arrêté de dérogation espèces protégées, s'agissant en particulier de la réhabilitation du chemin creux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 2.2 – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>— la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>— la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>— en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>— la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>— le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li><li>— les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>— en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>— une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li><li>— les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion de déchets transmis n'est pas daté. Le document ne comporte pas de plan de repérage des zones de stockage des déchets.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant mettra à jour le plan de gestion de déchets, en le datant et en y faisant apparaître les zones de stockage des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Caractéristiques de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.1 : la quantité maximale annuelle autorisée est de 45 kt/an Article 1.2 : [...] Avant le 1er mars de l'année N+1, la quantité extraite de l'année N est portée à la connaissance de l'inspection.
<b>Constats :</b>  La déclaration GEREP 2024 a été effectuée. Le tonnage extrait est de 374 kt. La valeur maximale de 45 kt/an est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Eaux d'exhaure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3.2.2 Les eaux d'exhaure passent dans un bassin de décantation. Ce bassin la fin de l'exploitation de la carrière, en cas de rejet des eaux d'exhaure via un fossé vers le ruisseau de la Forêt, celles-ci ont les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>— débit inférieur à 100 m3/h ;</li><li>— le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>— la température est inférieure à 30° C ;</li><li>— les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;</li><li>— la demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté a une concentration inférieure à 125 mg/l ;</li><li>— les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l,</li></ul> Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les MEST, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Suivi des rejets La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. L'auto-surveillance est réalisée par l'industriel, ou un organisme tiers, sous sa propre responsabilité. Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Un prélèvement annuel sur les eaux d'exhaure a lieu avant rejet vers le ruisseau de la forêt. Les analyses portent sur le débit, le PH, MES. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés le cas échéant de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les informations de l'exploitant, les eaux s'infiltrent facilement dans le sol et le bassin n'a pas été rendu nécessaire. Une retenue de terre d'environ 30 cm de hauteur a été aménagée en partie basse du site afin de retenir le sable et les eaux dans la carrière et éviter leur déversement dans la pente naturelle menant vers le fossé.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que la retenue de terre est presque inexistante. Ce point avait déjà été signalé lors de l'inspection précédente du 07/11/2018 (remarque 3).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La retenue de terre aménagée en partie basse du site devra être reconstituée afin de retenir le sable et les eaux dans la carrière et éviter leur déversement dans la pente naturelle menant vers le fossé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant adaptera la création du bassin lors des étapes suivantes d'approfondissement de la carrière dans la zone nord.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Zones à émergence réglementée

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.4.1 – Zones à émergence réglementée</p> <p>On appelle émergence la différence entre le niveau du bruit ambiant, carrière en exploitation, et le niveau du bruit résiduel lorsque la carrière est à l'arrêt.</p> <p>On appelle zones à émergence réglementée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).</li> <li>— les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation.</li> <li>— l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard 3 mois après le début des travaux d'extension puis périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. En tout état de cause, de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport Geoscop portant sur les mesures effectuées le 11/02/2025 fait ressortir que les valeurs sont conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : dérogation espèces protégées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures conditionnant la dérogation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, d'accompagnement et de compensation prévues dans le dossier de demande et dans l'avis du CNPN du 24 octobre 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— Travaux de défrichement et d'abattage d'arbres en dehors de la période 1er mars – 31 août ;</li><li>— Préservation des haies et des arbres situés en périphérie de l'emprise à l'exception de la haie bordant le chemin rural au sud-est du projet. Mise en place d'une protection pour éviter la pénétration et la destruction par les engins</li><li>— Réhabilitation du chemin creux en conservant la haie en bordure externe de l'emprise</li><li>— Gestion adaptée des terres de découverte, afin de valoriser les banques de graines, notamment des messicoles</li><li>— Intégration de la présence avérée du Guêpier d'Europe pendant la phase d'exploitation et après dans la phase de renaturation</li><li>— Compensation de la disparition de 350 ml de haies par une haie de longueur double, constituée d'essences locales</li></ul> <p>Compensation de la partie détruite du bosquet par une surface double de 3 200 m<sup>2</sup>. Le gros châtaignier mort sera conservé</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— Réaménagement selon les axes proposés dans le document « Mission d'expertise biologique et écologique. Étude de la faune, de la flore et des habitats naturels » annexé au dossier (page 23). Les milieux aquatiques devront être profilés de façon à être favorables aux amphibiens et ils ne devront pas faire l'objet d'empoisonnement.</li><li>— Un rapport annuel de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures d'atténuation, d'accompagnement et de compensation sera adressé à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement</li><li>— Le pétitionnaire s'assurera de la pérennité des mesures compensatoires à l'issue de l'exploitation.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique tenir compte des mesures de l'arrêté de dérogation de destruction espèces protégées.</p> <p>Le défrichement le plus important en ce qui concerne le bosquet interviendra ultérieurement (phases 5 et 6).</p> <p>Les haies et les arbres en périphérie de l'emprise ont été préservés. Des merlons ont été aménagés en bordure de ces haies pour les protéger.</p> <p>Le chemin creux n'a en revanche pas été réhabilité. L'exploitant a fait part des questions et contradictions potentielles entre la préservation des haies et arbres présents de chaque côté de ce chemin et la réhabilitation du chemin. En effet, la faible largeur de ce chemin qui s'apparente à un fossé étroit ne serait pas utilisable et exploitable par des engins agricoles sans procéder à son élargissement. Or, cela conduirait à la destruction des haies et arbres existants de chaque côté.</p> <p>impact,</p> <p>Le vieux châtaignier présent dans le bosquet a été supprimé par le propriétaire du bois.</p> <p>S'agissant de la présence avérée du Guêpier d'Europe, l'exploitant a indiqué ne pas effectuer d'interventions et maintenir le front nord. Il devra maintenir effectives les mesures de préservation correspondantes dans les zones concernées au cours des diverses phases d'exploitation.</p> <p>Il a été fait remarquer à l'exploitant qu'à la date de l'inspection, aucun rapport annuel n'a été</p>

transmis en ce qui concerne les mesures d'atténuation, d'accompagnement et de compensation en lien avec la dérogation. Comme indiqué ci-dessus, l'exploitant transmettre sous 3 mois un rapport de synthèse des mesures réalisées, de celles envisagées et des éventuels ajustements demandés.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre sous 3 mois un dossier portant sur les mesures d'atténuation, d'accompagnement et de compensation en lien avec la dérogation. Ce dossier devra comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un rapport de synthèse des mesures déjà réalisées,</li> <li>• une présentation des mesures envisagées et leur calendrier,</li> <li>• un descriptif des éventuels ajustements demandés/nouvelles options retenues pour la réhabilitation du chemin creux et la destruction des haies, ces 2 sujets étant intimement liés et la réhabilitation du chemin creux n'apparaissant pas compatible avec la conservation des arbres. Le descriptif devra être accompagné d'une évaluation de l'impact comparativement avec celui prévisible et ayant fait l'objet de la dérogation. En cas d'écart avéré, l'exploitant proposera de nouvelles mesures de compensation,</li> <li>• les modalités prévues pour compenser la surface du bosquet détruite, en terme de calendrier et de localisation. Cette mesure compensatoire pouvant d'ores et déjà être étudiée, voire mise en place.</li> </ul> <p>S'agissant de la présence avérée du Guêpier d'Europe, l'exploitant devra maintenir effectives les mesures de préservation correspondantes dans les zones concernées au cours des diverses phases d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois